

CHAMBRE DES COMMUNES

LA CRÉATION D'UN COMITÉ D'EXAMEN DES RÈGLEMENTS
ET TEXTES RÉGLEMENTAIRES

M. G. W. Baldwin (Peace River): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au président du Conseil privé. Tout en félicitant le gouvernement d'avoir présenté une mesure sur l'examen des règlements et textes réglementaires, j'aimerais savoir s'il a l'intention de présenter sous peu une mesure législative pour donner suite à la proposition connexe du comité concernant la création d'un comité de la Chambre pour étudier les règlements?

L'hon. Allan J. MacEachen (président du Conseil privé): Cette question figure dans le bill dont parle le député, et nous prendrons sans doute une décision sous peu.

M. Baldwin: Étant donné qu'un comité semblable serait peut-être plus objectif si son président n'était pas du parti ministériel et que le gouvernement se plaît manifestement à gouverner par décret du conseil, pourrait-on songer à nommer un député de l'opposition président de ce comité ou, du moins, à en recommander la nomination?

L'hon. M. MacEachen: S'il était possible de trouver un député de l'opposition qui soit objectif.

Des voix: Oh, oh!

M. l'Orateur: Le député de Wellington veut-il soulever la question de privilège?

Des voix: Oh, oh!

* * *

L'INDUSTRIE

LES PRIX DES VOITURES AU CANADA ET AUX ÉTATS-UNIS

M. A. D. Hales (Wellington): Monsieur l'Orateur, je voudrais demander au ministre de l'Industrie et du Commerce si, dans cette période de rajustement des prix exigés par les fabricants de voitures pour les modèles 1971, il peut assurer à la Chambre que les Canadiens pourront acheter des voitures canadiennes au même prix que les Américains?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): Je m'attendrais à un prix plus bas, monsieur l'Orateur.

Des voix: Oh, oh!

Une voix: C'est quand Noël?

M. Hales: Le ministre nous assure-t-il par sa réponse que les Canadiens pourront acheter ces voitures canadiennes aux mêmes prix que les Américains?

L'hon. M. Pepin: Il m'est arrivé, en répondant à des questions, de parler de la réduction de l'écart qui existe entre les prix des fabricants américains et canadiens. J'ai fait remarquer que cet écart diminue lentement. Je me souviens également d'avoir dit qu'il n'y a pas lieu d'escompter à l'heure actuelle qu'il disparaîtra complètement,

[L'hon. M. Benson.]

car apparemment, il y a des coûts au Canada qui sont propres à notre situation particulière.

M. l'Orateur: Le temps va nous manquer. Peut-être la présidence pourrait-elle accorder la parole au député d'Oshawa-Whitby, et ensuite nous pourrions passer à un autre sujet.

M. J. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby): Je vous remercie, monsieur l'Orateur. Passant outre aux réponses frivoles que nous obtenons du ministre depuis deux ans...

M. l'Orateur: A l'ordre. J'ai dit il y a un instant que le temps allait nous manquer. Le député a pris plus que sa part déjà.

M. Broadbent: J'irai droit au but, monsieur l'Orateur. Le ministre peut-il dire à la Chambre s'il a eu des entretiens avec l'industrie de l'automobile ces deux derniers mois sur cette question?

L'hon. M. Pepin: Je devrai me renseigner avant de pouvoir dire au député quand j'ai rencontré les représentants de l'industrie la dernière fois. Mais tout le monde sait que je rencontre l'industrie régulièrement pour discuter cette question et d'autres sujets.

* * *

LES PARCS NATIONAUX

LA POLITIQUE RELATIVE AUX BAUX PERPÉTUELS

[Français]

L'hon. Marcel Lambert (Edmonton-Ouest): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien.

Il y a un mois, le ministre promettait de faire une déclaration, à l'appel des motions, sur la politique relative aux baux dans les parcs nationaux. Il nous avait alors demandé un sursis de 15 jours. Comme nous attendons sa déclaration depuis un mois, le ministre pourrait-il nous dire s'il la fera cette semaine?

L'hon. Jean Chrétien (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): Monsieur l'Orateur, j'espère pouvoir faire une déclaration sur le problème des baux dans les parcs nationaux au cours de la semaine.

* * *

LE REVENU NATIONAL

LA FERMETURE DU BUREAU DE PERCEPTION DE SYDNEY

[Traduction]

M. Robert Muir (Cape Breton-The Sydneys): Ma question s'adresse au ministre suppléant du Revenu national; j'hésite à soulever ce genre de question en ce moment, mais elle comporte une urgence dont Votre Honneur n'a peut-être pas connaissance. Le ministre peut-il nous dire s'il envisage de fermer le bureau de perception du Revenu national à Sydney?

M. l'Orateur: Le député n'est pas sans se rendre compte lui-même que l'urgence de cette question n'est pas évidente pour la présidence. Cependant, étant donné qu'elle a été posée, peut-être le ministre pourrait-il y répondre rapidement.